



frères des hommes

La société civile peut-elle vraiment faire bouger les choses ?



Dossier thématique trimestriel - juin 07

*dossier réalisé avec le soutien de la
Direction Générale de la Coopération au
Développement*



Dossier Thématique :

Que ce soit par le biais d'un processus électoral, par l'action de mouvements sociaux, d'ONG ou de simples citoyens, la société civile s'exprime et manifeste ses choix pour l'avenir. Dans ce dossier, nous passons en revue l'émergence et l'action du Mouvement des Sans Terre au Brésil et de la Conaie en Equateur, deux mouvements devenus extrêmement influents en Amérique latine. Au Congo, où les dernières élections ont été porteuses d'espoirs, les associations poursuivent leurs actions sur le terrain dans le but d'insuffler un changement bénéfique pour la société.

Table des matières	page
- Conaie – Pachakutik : Quand les indigènes prennent en main le développement	3
- Terre, éducation et citoyenneté : Le MST : bien plus qu'un groupe de pression.....	7
- La société civile congolaise au temps de la reconstruction du pays.....	11
- Regard sur la société civile congolaise.....	14

Conaie - Pachakutik

Quand les indigènes prennent en main le développement

Par Renato Pinto

En Équateur, la société civile apporte - enfin - une résonance au cri des exclus séculaires que sont les indigènes. Depuis quelques années, les mouvements sociaux s'organisent en masse. Les peuples amérindiens, longtemps en marge du développement socioéconomique, sortent dans les rues et font pression sur les politiques, afin de faire valoir leurs droits.

À l'heure actuelle, nombre de citoyens européens - en particulier les jeunes - montrent un désintérêt de plus en plus marqué pour les affaires politiques ; affaires qui, pourtant, ont un impact direct sur la vie qu'ils mènent. L'Union européenne peine à susciter l'enthousiasme et la cohérence, peu favorisée en cela par son hétérogénéité et par une crise institutionnelle persistante. Ce manque de représentativité, la société civile tente de le compenser, en proposant à chacun un espace d'expression. Mais aux yeux de l'homme de la rue, voilés par les œillères de la consommation et de l'individualisme, le devoir civique reste un concept flou.

Dans ce contexte, un regard porté vers l'étranger met en lumière de nombreux exemples de participation citoyenne constructive. L'Équateur représente pratiquement un cas d'école en la matière.

Colonisé par les conquistadors espagnols au 16^e siècle, l'Équateur compte de nos jours une importante minorité amérindienne. Longtemps soumis, les indigènes doivent aujourd'hui encore défendre leurs droits. Mais les moyens à leur disposition sont plus nombreux et plus consistants que naguère, le meilleur étant leur pouvoir de mobilisation.

L'engagement social n'est efficace que s'il est coordonné. C'est dans ce but que la Conaie a été créée. Fondée en 1986, la *Confédération des nationalités indigènes de l'Équateur* regroupe une multitude d'associations et de communautés locales ou régionales de peuples indigènes ; elle leur sert de relais sur la scène politique nationale. Trois fédérations la composent : la Confenaie (Confédération des nationalités indigènes de l'Amazonie équatorienne) ; l'Ecuadorunari (Confédération

des peuples de la nationalité quechua de l'Équateur) ; et la Conaice (Coordination des organisations indigènes et noires de la Côte équatorienne).

Ses objectifs principaux sont : l'égalité des peuples sur le plan social, économique, culturel et politique ; la promotion des nationalités et des organisations indigènes ainsi que la défense de leurs territoires ; l'enseignement bilingue, etc. Bien que la constitution équatorienne établisse officiellement l'existence et la cohabitation de nombreuses ethnies, les indigènes sont encore victimes de discriminations. Près de 80 % vivent avec moins de 2 dollars par jour ! « Seulement 53 % de la population indigène accède à l'éducation primaire, 15 % parvient au secondaire et moins de 1% à l'éducation supérieure. Par ailleurs, 20 % de la population des zones rurales est analphabète, tandis que ce taux n'atteint que 5 % dans les centres urbains. »¹

La mobilisation, la crise et l'espoir

La Conaice est à la base des plus grands soulèvements qu'ait connus l'Équateur. C'est en 1990 que s'éveille ce volcan si longtemps assoupi. Il enflamme le pays par des grèves et des manifestations sans précédent ! En 1994, la capitale Quito est paralysée durant deux semaines par les militants de la Conaice, qui obtiennent l'annulation d'un projet de loi néolibérale. En 1998, toujours grâce à l'engagement de la société civile, la nouvelle constitution reconnaît formellement les nationalités et les peuples indigènes et afro-équatoriens. En 2000, une insurrection populaire fait tomber le président Jamil Mahuad, coupable d'avoir mené le pays à la banqueroute.

Malgré ce dynamisme, l'Équateur reste malmené par des politiques imprégnées d'iniquité. Pour jouer un rôle plus concret dans le monde décisionnel, la Conaice crée son pendant politique en 1996 : le parti Pachakutik. Dans un premier temps, les suffrages lui apportent une assise électorale solide, mais certaines erreurs de parcours l'effriteront par la suite. Parmi ces faux pas figure le ralliement autour du colonel Lucio Gutiérrez, élu en 2002 avec un programme nationaliste, progressiste et humaniste. Dans les faits, ce président fit preuve d'une affligeante hypocrisie ; l'Équateur, déjà déstabilisé par la dollarisation de 2000, fut alors soumis à de nouveaux accords avec le FMI ainsi qu'à un programme d'ajustement structurel. En découla la privatisation de nombreuses entreprises publiques, telles que l'électricité et les télécommunications. Les dirigeants du Pachakutik, satisfaits de leur ascension dans la hiérarchie, restèrent sourds aux

¹ <http://www.tlfq.ulaval.ca/AXL/amsudant/equateur.htm>.

réclamations de la base, qui en retour les qualifia de « ponchos dorés ». Au lieu de renforcer l'unité du pays, M. Gutiérrez avait accentué ses divisions.

C'est encore de la rue que viendra le changement, avec cette fois une participation massive non seulement des indigènes mais aussi de jeunes. M. Gutiérrez s'enfuit, le vice-président Alfredo Palacio prend sa place. Un certain Rafael Correa occupe - pour peu de temps - le ministère de l'Économie. Durant son mandat, M. Palacio ne se détourne pas de la ligne suivie par ses prédécesseurs. Il négocie notamment un traité de libre commerce (TLC) avec les États-Unis. Mais la majorité de la population s'y oppose. En mars 2006, les troubles reprennent, l'état d'urgence est déclaré dans onze provinces. Le président décrédibilisé n'a d'autre choix que d'expulser la multinationale américaine Oxy (Occidental Petroleum), au grand dam de Washington.

Dans la perspective de nouvelles élections, l'économiste Rafael Correa se présente à la tête de l'Alliance Pays, un ensemble de diverses tendances progressistes. Le Pachakutik hésite : soutenir M. Correa ou faire cavalier seul ?

Entre-temps, la Conaie s'est affaiblie. Les divergences entre la base et les dirigeants, de même qu'un certain dépit, ont sapé la conviction des militants. Pour remettre le bateau à flot, l'un des créateurs du mouvement est rappelé au gouvernail : Luis Macas, qui affirme lui-même qu'il essaiera « d'organiser un repli pour consolider la base du mouvement ». Par la suite, il sera candidat aux élections présidentielles. Cependant, le doute subsiste au sein du mouvement indigène. Pour quel leader opter ? Quel binôme choisir : Macas/Correa ou Correa/Macas ? La seconde formule semble avoir plus de chances de s'imposer. Et de fait, c'est Correa qui parvient au second tour en novembre 2006, et l'emporte avec 56,67 % des voix, contre le candidat de la droite dure, Alvaro Noboa (magnat de la banane, homme le plus fortuné du pays, ce dernier n'avait pourtant pas hésité à conspuer son rival, sans succès).

Rafael Correa s'est montré particulièrement clairvoyant et attentif à la réalité de son pays. Il se déclare *humaniste, chrétien et de gauche*. Dans un discours de remerciement à la population, il n'a pas hésité à affirmer en quechua : « Mon gouvernement sera le gouvernement des indigènes. » Comme beaucoup de pays d'Amérique latine, l'Équateur dispose de ressources mal réparties. C'est aux pouvoirs publics qu'il incombe de prendre les mesures nécessaires pour pallier ce problème. L'alliance du courant indigène avec le socialisme du 21^e siècle n'en est qu'à ses balbutiements, mais elle apporte l'espoir à ceux qui jusqu'alors étaient

laissés pour compte. Beaucoup y trouvent un écho à leurs aspirations : paysans déshérités, indigènes marginalisés, ouvriers dévalorisés... Autant de groupes qui ont obtenu un moyen de s'exprimer par le truchement de la société civile et des mouvements sociaux.

Aujourd'hui, grâce à sa reprise en main par Luis Macas et à son rôle dans l'élection de Rafael Correa, la Conaie est devenu l'un des mouvements les plus influents d'Amérique latine. Elle a acquis en Équateur une aura semblable à celle du Mouvement des sans terre (MST) au Brésil, bien que son discours soit nuancé. L'un comme l'autre ne se contentent pas de critiquer le système, ils formulent aussi des propositions alternatives afin de bâtir un nouveau projet de société. L'idée de la Conaie et du Pachakutik est de (re)modeler le pays depuis la base, « en impulsant la participation de tous les peuples d'Équateur, en construisant et consolidant les pouvoirs locaux, en développant des espaces de démocratie communautaire et populaire »². Influencé par les politiques progressistes, le Pachakutik veut promouvoir « une nouvelle gauche qui récupère des valeurs du marxisme et du christianisme révolutionnaire en les appliquant à sa réalité et en récupérant la cosmovision indigène »³. Car au-delà du contexte équatorien, il s'agit d'énoncer de nouveaux principes en mesure de remettre tous les peuples sur un pied d'égalité et de garantir à chaque être humain des conditions de vie adéquates.

² Lévêque F., « Vers la construction d'un pouvoir alternatif en Équateur », 2002, in http://risal.collectifs.net/article.php3?id_article=330.

³ op. cit.

Terre, éducation et citoyenneté

Le MST : bien plus qu'un groupe de pression

Par Renato Pinto

Le Mouvement des sans terre (MST), acteur majeur de la société civile brésilienne, travaille depuis plus de 20 ans à la construction d'une société plus juste. Ses membres - des milliers de travailleurs ruraux - revendiquent la réforme agraire et s'opposent aux magnats de l'agrobusiness. Ils prônent un modèle collectif, fondé sur la répartition équitable des ressources, l'éducation permanente et la mobilisation citoyenne.

Les responsables du mouvement sont inquiets : faudra-t-il continuer la lutte indéfiniment ? En plus de vingt années d'existence, les membres du MST ont connu des sentiments mitigés. Joie et désillusion, reconnaissance et répression... Mais surtout *l'espoir* ! L'espoir qu'un jour tous les Brésiliens disposeront de manière équitable des ressources de leur merveilleux pays. Et principalement de sa terre, vaste, féconde, mais mal répartie (1 % des propriétaires possède 44 % des terres).

La première élection du président Luiz Inácio Lula da Silva - dit Lula - avait soulevé une vague d'enthousiasme. Hélas, à l'issue de son premier mandat, le bilan est peint en clair-obscur. Certes, les plus pauvres ont bénéficié de mesures d'assistance, mais aucun changement structurel n'a été réalisé. Au contraire, le Brésil reste englué dans une politique de type néolibéral, peu profitable à la majorité de la population. C'est pourquoi le MST, et les mouvements sociaux en général, continuent de se mobiliser. Ils veulent que le gouvernement les écoute. Ils veulent que les fruits du Brésil profitent enfin aux Brésiliens.

Actuellement, les firmes transnationales et les *fazendeiros*⁴ se partagent la quasi-totalité du territoire, au détriment des petits producteurs et de leurs familles. Le sol est vidé de toute sa vitalité, pompé par les monocultures dévastatrices que sont l'eucalyptus, le soja et la canne à sucre. Pourquoi ces produits ? Parce qu'ils occupent une place de choix sur le marché international.

Le mécanisme est bien connu : le Brésil - pays le plus endetté d'Amérique latine - se voit contraint par les organismes financiers internationaux à satisfaire ses créanciers et, pour ce faire, à acquérir des devises étrangères par le biais

⁴ Propriétaires d'une fazenda (grand domaine agricole).

d'exportations massives. Le vieux piège dont sont victimes la plupart des pays du Sud se reproduit : ils vendent des matières premières et achètent des produits manufacturés. Or, le Brésil a le potentiel pour avoisiner les grandes puissances industrielles. Cependant, enchaîné par les multinationales et par l'oligarchie conservatrice, il reste livré à une économie désuète et fragile, basée sur quelques produits dont la population locale n'a nul besoin. Pourtant, il n'est point nécessaire d'être grand savant pour savoir que c'est de la variété des cultures que découle la richesse d'une terre ; un principe dont se soucient peu les maîtres de l'agrobusiness. Leur modèle agricole a deux conséquences directes : la détérioration environnementale (à coups de pesticides et de semences transgéniques) et la déstructuration des cultures vivrières familiales !

La politique du gouvernement actuel s'inscrit dans la continuité des précédentes, favorable à une minorité, bien que teintée de quelques mesures compensatoires. Lula a été réélu : il lui reste quatre ans pour tenir ses promesses, notamment la réforme agraire tant attendue par les 140 000 familles de paysans sans terre.

La voix des sans voix

Dans ce contexte, que peuvent les travailleurs ruraux dépourvus de terres ? Bien souvent, ils sont contraints de quitter la campagne pour gagner la ville, où ils s'ajoutent aux masses innombrables qui peuplent les favelas. Le MST s'oppose à ce schéma. Acteur majeur de la société civile brésilienne, il affirme qu'un autre modèle de société est possible et qu'il faut se mobiliser pour l'instaurer.

Le but premier du MST est l'acquisition des terres. Les familles occupent des terres laissées à l'abandon ou improductives et y dressent des *acampamentos*⁵. Si elles ne sont pas chassées (par la police ou par les milices privées des grands propriétaires), elles font pression pour obtenir un titre de propriété légal. Dans ce cas, l'installation est appelée un *assentamento* et les habitants des *assentados*.

Cette description succincte rend peu d'honneur au courage et à l'engagement de ces gens, parfois contraints de rester des mois, voire des années, sous des bâches, sans la moindre infrastructure, et menacés par des propriétaires peu compréhensifs.

Mais le MST ne se contente pas de revendiquer l'accès à la terre, car ce n'est pas suffisant. Une fois la terre acquise, il faut s'y installer de manière durable, il faut la cultiver, il faut fournir aux enfants une éducation et des soins adéquats...

⁵ Un *acampamento* regroupe des familles dont l'occupation de la terre n'est pas encore légalisée.

Le modèle prôné par le MST est de type communautaire : le travail, les revenus et la production sont répartis de manière équitable entre les familles *assentadas*. La vie collective est essentielle, tant au niveau social qu'économique et politique (chaque ménage conserve néanmoins un espace privé). Sur le plan éducatif, le mouvement s'inspire des principes de Paulo Freire⁶ : une méthode basée sur le vécu des apprenants et visant à développer l'esprit critique mais aussi la faculté et le désir d'apprendre. Les formations (tant des enfants que des adultes) sont omniprésentes au sein du MST. Les espaces de discussion et de débat sont également primordiaux ; en effet, la vie collective n'est possible que si elle est servie par le dialogue et l'échange.

Bien plus qu'une réforme agraire, c'est une profonde transformation de la société que réclame le MST : une transformation qui doit mener à la souveraineté alimentaire, à l'égalité homme/femme, au respect de l'environnement et à la démocratie participative.

Que l'on ne s'y trompe pas : la vie dans les *assentamentos* n'est pas idyllique. Elle est faite de sacrifices, de contraintes, mais aussi de solidarité et de conscientisation mutuelle. C'est un espoir commun - bâtir une terre plus juste - qui soude ces milliers de familles et les poussent à lutter ensemble.

De nombreux appuis

Isolé, le MST n'aurait été qu'un feu follet vite étouffé. Mais son action de sensibilisation a été entendue au-delà des frontières brésiliennes, jusque dans nos contrées. En effet, le MST a obtenu de nombreuses récompenses, notamment le prix Roi Baudouin pour le développement, en 1996.

Il est également membre du mouvement international *Vía Campesina* et l'un des principaux organisateurs du Forum mondial pour la réforme agraire. Ces vecteurs lui apportent visibilité, expérience et échanges. Grâce à cela, son rayonnement s'étend au monde entier ; le MST constitue une source d'encouragement pour les mouvements similaires dans d'autres pays. Même au Nord, son action est expliquée, débattue et soutenue (principalement par l'intermédiaire d'ONG).

Au Brésil, le MST bénéficie aussi d'aides précieuses, notamment de certains mouvements de l'Église. Il tire d'ailleurs son origine des courants progressistes du monde catholique brésilien, qui ont été parmi les plus actifs dans la seconde moitié du 20^e siècle, notamment par leur opposition à la dictature militaire (1964

⁶ Pédagogue brésilien, récompensé en 1986 par l'Unesco et auteur de nombreux ouvrages, dont *Pédagogie des opprimés*. Il a reçu le prix international pour le développement de la Fondation Roi Baudouin en 1980.

- 1985). En effet, bien qu'il soit non confessionnel, le MST provient entre autres de la Commission pastorale de la terre, inspirée par la théologie de la libération, dont il reprend l'un des principes fondateurs : les opprimés sont appelés à être *acteurs* de leur propre développement.

Un mouvement qui ne laisse personne indifférent

Certains (les multinationales et les *fazendeiros*) les redoutent, d'autres (des mouvements sociaux, des ONG) les encouragent. Finalement, seuls les pouvoirs publics semblent rester sourds aux cris des sans terre. En tant qu'ancien syndicaliste, Lula devrait être plus attentif aux opinions de la société civile. Les pressions externes, les obligations économiques et l'influence des grandes entreprises ont quelque peu dénaturé la politique de sa formation politique, le Parti des travailleurs (PT). Mais un retour aux sources n'est pas impossible. C'est ce que le MST réclame.

Le MST ne dispose pas de moyens comparables aux leaders de l'agrobusiness, aussi utilise-t-il un vecteur différent mais non moins important : la *mobilisation citoyenne*. Chaque citoyen a une responsabilité vis-à-vis de la société ; chaque citoyen dispose d'une influence sur la prise de décisions. Le MST, plus que tout autre groupement, a su restaurer cette notion.

Au second tour des dernières élections, les mouvements sociaux se sont rangés du côté de Lula contre le candidat de la droite. À présent, ils veulent rappeler au président que c'est grâce à leurs voix qu'il a obtenu ce poste. Tant que le gouvernement ne respectera pas ses engagements, tant qu'il n'opérera pas de réel changement, les milliers de citoyens qui composent le MST et la société civile progressiste continueront de se mobiliser, pour que le peuple brésilien obtienne les fruits de son engagement : des conditions de vie dignes (santé et éducation de qualité, logement salubre), un accès à l'eau potable et le droit de cultiver la terre de son pays.

La société civile congolaise au temps de la reconstruction du pays

Par Michel Musimbi Mbu Misch

Depuis l'époque traditionnelle, coloniale et post-coloniale, le Congolais a très rarement vécu dans une société d'égalité devant les droits. Durant les années de dictature de Mobutu, en dépit des quelques tentatives entreprises afin de suppléer les politiques publiques et organiser la résistance au quotidien, la société civile avait peu d'influence, conséquence de la manipulation du pouvoir qui plaçait en son sein des personnages appelés à la déstabiliser ou la fragiliser. Plusieurs leaders l'ont ainsi trahie...

Comme étouffée dans l'œuf à ses débuts, il a fallu attendre l'affaiblissement du régime pour voir cette société civile commencer à amplifier son rôle et mobiliser les populations autour de projets les plus divers. Forte de son ancrage et de ses réseaux, elle a pu progressivement exercer un réel pouvoir au moment de la conférence nationale souveraine (CNS) de 1991, porteuse des aspirations populaires à la paix, à la démocratie et à un développement social et économique. Par la suite, entre la fin de la CNS et la guerre de 1996, elle s'est distinguée dans l'encadrement des populations à résister à la dictature de Mobutu, entre autres par le biais de l'éducation civique. Après la prise du pouvoir par l'AFDL (Alliance des Forces Démocratiques pour la Libération du Congo), certains acteurs n'ont cessé de dénoncer les atrocités commises. Bref, depuis le début de la guerre, la société civile congolaise n'a ménagé aucun effort sur le plan interne pour tenter de trouver une solution acceptable, d'où sa participation à plusieurs rencontres internationales pour faire entendre sa voix, notamment lors de la signature des accords de Sun City en Afrique du Sud le 19 avril 2002 qui consistaient en un accord politique pour la gestion consensuelle de la transition en RDC.

L'émergence de la fédération des ONG me semble être une avancée extraordinaire en RDC. Ces associations qui viennent de toutes les provinces et qui regroupent aussi bien des ouvriers que des paysans ou des intellectuels forment peu à peu une véritable conscience collective au travers de la création effective d'une vraie société civile à l'échelon national.

Au regard de la situation dramatique et dangereuse qu'a connue le pays, la société civile, sous l'impulsion du Conseil National des ONG de Développement (CNOGD), dans sa mission d'éclairer la population, mais aussi en sa qualité de

partenaire du Gouvernement, n'a jamais ménagé ses efforts pour accompagner le gouvernement pendant la période pré et post-électorale. On a vu le rôle qu'elle a joué à travers le pays en vulgarisant dans plusieurs langues nationales auprès des différentes couches de populations, le code de la famille par exemple, en expliquant les droits et libertés du citoyen et surtout en insistant sur le sens des élections et leur importance.

Aujourd'hui, cette société civile semble bien se réorganiser et démontre toute sa richesse, de même que l'étendue de son implication dans le développement du pays. On peut noter en particulier le rôle joué par certains acteurs dans la consolidation de la paix et de la démocratie.

L'essentiel de ses activités pour 2006 par exemple étaient focalisées sur la campagne de sensibilisation de proximité et d'éducation civique électorale avec un accent sur les milieux ruraux et les laissés-pour-compte. Ces activités ont consisté essentiellement en l'organisation de sessions et ateliers de formation, pièces de théâtres, émissions et débats radiodiffusés, projections de films et conférences-débats. Elles ont permis de faire prendre conscience à la population congolaise que le moment était venu de se choisir, par la voix des urnes, ses dirigeants.

Le cadre de concertation de la société civile pour l'observation des élections congolaises (CDCE) a beaucoup contribué à garantir des élections libres, démocratiques et transparentes. Cette plate-forme qui regroupe les principales organisations congolaises ainsi que les confessions religieuses a ainsi déployé plusieurs milliers d'observateurs sur l'ensemble du territoire et a obtenu que ce dispositif soit renforcé par la présence d'observateurs internationaux indépendants.

Autre apport : jusqu'à un passé récent, la problématique de la dette par exemple est restée l'apanage des seuls experts de la Banque centrale et du Ministère des finances. Auparavant, la société civile n'était jamais associée aux discussions. C'est seulement vers les années 1998 qu'elle a commencé à s'approprier la problématique de la dette extérieure. Mais les approches ont souvent été différentes : alors que certains acteurs de la société civile battaient campagne pour l'annulation pure et simple de la dette extérieure en vue de libérer le développement du pays, le Gouvernement optait quant à lui pour l'initiative des Pays Pauvres Très Endettés⁷.

⁷ L'initiative des Pays Pauvres Très Endettés a été lancée conjointement par la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International en 1996. Elle vise à assister les pays les plus pauvres du monde en rendant leur dette internationale "soutenable"

Toutefois, il est à noter que l'évolution de cette société civile n'est pas sans difficultés. Elle compte de multiples organisations parmi lesquelles, par exemple, l'Association Africaine des Droits de l'Homme (Asadho), le Centre National d'Appui au Développement et à la Participation populaire (CENADEP), les Réseaux des Observateurs des Confessions religieuses (ROC), le Conseil National des ONG de développement [CNONGD]... Certaines associations font face à un conflit de leadership ou encore à un manque de moyens pour relever les innombrables défis qui les attendent. Il sera important que ces acteurs puissent résoudre ces difficultés tout en préservant leur autonomie.

Quoi qu'il en soit, la société civile a accompagné le gouvernement depuis la période de transition jusqu'à l'installation des institutions démocratiquement élues du pays. Elle a prouvé son sérieux, tient et doit continuer à tenir une place fondamentale en tant que facteur de transformation sociale. A ce titre, il est donc indispensable de dégager des espaces de discussions et de concertations avec elle.

Regard sur la société civile congolaise

Entretien avec Nunu Salufa, Coordinatrice de l'Association pour la Promotion de l'Entrepreneuriat Féminin (APEF) en République Démocratique du Congo.

par Michel Musimbi Mbu Misch

Originnaire du Maniema, Nunu Salufa a toujours éprouvé le souhait de se mettre au services des autres. Après avoir travaillé dans l'enseignement au Kasai, elle a évolué dans différentes associations à Bukavu où elle s'est finalement établie. Co-fondatrice de l'APEF, elle assume la coordination de cette association depuis sa création en 2007, association qui s'investit dans la promotion de l'entrepreneuriat féminin. Dans cette interview, elle partage avec nous ses impressions sur le rôle de la société civile dans son pays.

1. Au regard du nouveau contexte politique, est-ce que la société civile peut vraiment changer les choses au Congo?

Mais pourquoi pas ! Tout est possible ! Moi j'appartiens à un mouvement social. Ce mouvement est une branche de la société civile. L'idée que nous prônons est celle du changement ; je dirais même que c'est devenu une idéologie. Nous travaillons pour aider les dirigeants politiques à prendre conscience de la réalité des choses et à changer leur mentalité pour le bien de la nation entière. En tant que membre de la société, nous sommes en train de faire bouger les choses et nous pensons que nous y arriverons. Les ONG jouent un rôle important dans la mesure où elles touchent directement la base. Souvent, les populations pensent qu'elles sont mieux servies par ces dernières que par les pouvoirs publics. Sur le plan socio-économique, la société civile, à travers les ONG de développement essaie de relever le niveau de vie des femmes et de leur famille. Ces associations ne peuvent pas prendre la place du politique, mais elles peuvent être présentes sur la scène nationale et taper du poing sur la table pour pousser les politiques à faire leur métier. En tant qu'acteurs de la société civile, nous avons un grand rôle à jouer. Le monde a besoin d'une forte contestation de l'ordre néo-libéral globalisé.

2. L'existence des ONG, est-ce une condition de démocratie ou une suppléance à ce que les pouvoirs publics n'arrivent pas à faire ?

Je dirais que c'est les deux à la fois. Même en démocratie, nos sociétés et surtout la nôtre, doivent être en éveil permanent. Nous avons besoin d'une société civile capable de sensibiliser en permanence le monde politique aux

progrès qu'il convient de réaliser pour notre population. Ainsi, il faut notamment que la société soit, par exemple, capable de s'occuper des problèmes des plus marginalisés. C'est le cas des femmes qui sont souvent exclues parce qu'elles n'ont pas eu la chance d'étudier. Par leur appartenance à des organisations comme l'APEF, elles se sentent plus valorisées.

3. Par rapport au pouvoir public, quelle est la contribution spécifique de l'APEF en matière de développement?

En travaillant avec les femmes, notre association essaie de redresser l'économie locale dans les familles. Sur le plan politique, nous essayons de les impliquer dans la vie politique, dans la prise des décisions à tous les échelons du pays. Nous organisons des formations pour les femmes sur la démocratie, les droits des femmes, les élections... Car pour nous, éduquer une femme, c'est éduquer toute la nation... ! En 2004, j'ai eu la chance d'effectuer un voyage d'échange à Recife au Brésil avec Zita Kavungirwa, chargée des programmes de l'APEF à l'époque. Cette opportunité tombait à pic puisque se tenaient des élections municipales au Brésil. Et là, nous avons eu l'occasion d'apprendre à analyser les projets de société, nous avons vu comment les mouvements sociaux auxquels certaines femmes leaders appartenaient peaufinaient leurs projets pour les comparer à ceux des partis politiques en vue de porter un choix sur le candidat qui répondrait bien à leur profil. Cette expérience nous a beaucoup aidées. De retour à Bukavu, nous avons organisé des conférences et formations spécifiques pour les femmes partenaires de l'APEF et des séminaires ouverts à tout le monde pour partager cette expérience du Brésil. Cet échange a permis d'enrichir l'un des objectifs que nous nous étions fixé, à savoir celui de préparer les femmes aux élections, de les sensibiliser à l'importance du vote.

4. Un échange Nord/Sud qui a été accompagné par Frères des Hommes...

En effet, Frères des Hommes nous accompagne dans nos activités et ce fut le cas pour l'échange avec Recife. Frères des Hommes est pour moi un vrai partenaire, un partenaire pas comme les autres. Nous avons une collaboration franche; nous nous faisons mutuellement confiance et nous collaborons dans le strict respect des valeurs de chacun. C'est pourquoi je pense que le vrai partenariat est possible. Nos partenaires Nord viennent aussi sur le terrain et sont en contact direct avec les femmes dans leurs activités. Ils échangent avec elles. Nous rédigeons des rapports et tenons la comptabilité et leur présentons cela pour justifier l'usage des fonds qu'ils nous donnent. Il y a d'ailleurs un audit externe à la fin du programme pour apprécier notre capacité de gestion financière.

5. Quels sont les moyens dont dispose l'APEF pour faire évoluer les choses à Bukavu et ses environs ?

Notre force réside dans les ressources humaines. Outre les subsides que nous recevons de nos partenaires étrangers, nous disposons d'une équipe de femmes motivées et compétentes pour faire face aux défis auxquels sont confrontées les populations de Bukavu.

6. Les ONG du Nord viennent s'occuper des pays du Sud, n'est-ce pas là une forme d'ingérence dans les affaires internes du pays ?

Non, je ne pense pas. La solidarité internationale est inévitable. Je trouve bien que ces associations, pour peu qu'elles partagent des valeurs comme la tolérance et la fraternité, puissent travailler ici. L'interaction est importante. Nous sommes pauvres et c'est nécessaire que les gens qui ont des moyens viennent nous soutenir.

Frères des Hommes est une association de coopération et de solidarité internationale présente en France ? En Belgique, au Luxembourg et en Italie. Elle existe depuis 1965 et a soutenu plus de 1000 projets de développement dans plus de 40 pays d'Afrique, d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Asie.

Ces projets sont conçus et mis en œuvre par les partenaires – associations, ONG ou mouvements sociaux locaux – avec lesquels Frères des Hommes entretient des relations basées sur la réciprocité, la transparence et la co-responsabilité.

Frères des Hommes travaille également en Europe dans le domaine de l'éducation au développement et de sensibilisation du grand public aux réalités du Sud afin de promouvoir la solidarité internationale.